

Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques (no 171), en collaboration, *Tableau des partis politiques en Amérique du Sud*, fondation nationale des sciences politiques, Paris, Armand Colin, 1969, 430 p.

Yvan Labelle

Volume 2, numéro 3, 1971

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700133ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700133ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Labelle, Y. (1971). Compte rendu de [Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques (no 171), en collaboration, *Tableau des partis politiques en Amérique du Sud*, fondation nationale des sciences politiques, Paris, Armand Colin, 1969, 430 p.] *Études internationales*, 2 (3), 497–498.  
<https://doi.org/10.7202/700133ar>

En second lieu, les sujets choisis comme thèmes des débats sont, indubitablement, d'une brûlante actualité (Commerce international et pays en voie de développement — la théorie du commerce international — les problèmes du commerce Est-Ouest — les problèmes de l'intégration et du Marché commun, de la liquidité internationale, etc.). Tous ces problèmes et d'autres encore furent discutés et controversés, mais très rarement avec la mentalité « d'aller au devant de l'univers naissant », d'après la recommandation et le souhait de Samuelson dans son exposé introductif.

En choisissant au hasard, l'on peut constater que, sur le sujet du commerce international et les pays en voie de développement, par exemple, H. Myint, ses commentateurs et les résultats de la table ronde sur le sujet n'ouvrent, franchement, aucune perspective nouvelle. On tourne toujours autour de quelques idées surannées sans jamais aller au fond des choses ; sans jamais avancer, au moins comme possible, que l'étude du problème du sous-développement offre l'occasion inespérée de revoir et au besoin de modifier les concepts et les théories en cours sur l'économie internationale. Il faut reconnaître, toutefois, que l'idée de trouver à « l'économie du don » sa place dans la théorie économique fût au moins soulevée. Il y a là une voie de recherche vierge et pleine de promesse.

En troisième lieu, et c'est là une critique d'ordre technique, nous aurions aimé lire le compte rendu enregistré des interventions avec les noms des intervenants, au lieu de lire des rapports de synthèse impersonnels et froids. Bien sûr, cela aurait augmenté de beaucoup le nombre de pages mais, encore une fois, ce n'est que chaque six ans que les économistes répètent la « gaffe » de se réunir et il nous semble pardonnable de leur permettre ce luxe au moment où des tonnes d'une littérature insipide se déversent chaque jour sur nous.

En conclusion et bien qu'il soit très difficile dans un compte rendu de ce genre de passer en revue toutes les communications, il nous semble que ce recueil, malgré tout, est à recommander aux étudiants et aux chercheurs (même ceux qui ne sont pas de purs économistes mais qui s'occupent des relations internationales). Il fait le point sur des problèmes actuels et il peut stimuler les esprits, justement

parce qu'il pêche, parfois, par trop de conformisme.

Antoine AYOUB

*Science économique,  
Université Laval.*

CAHIERS DE LA FONDATION NATIONALE  
DES SCIENCES POLITIQUES (N° 171), en  
collaboration, *Tableau des partis poli-  
tiques en Amérique du Sud*, Fondation  
nationale des sciences politiques, Paris,  
Armand Colin, 1969, 430p.

Voici un ouvrage de consultation qui se révélera utile pour qui veut se retrouver dans les dédales excessivement complexes de la vie des partis politiques sud-américains. Il faut bien lire *sud-américains* car il ne couvre que les dix pays de l'Amérique du Sud même. On promet un autre volume pour les partis des Amériques centrale et insulaire. Cet ouvrage bien fait fut préparé par six chercheurs de la section « Amérique latine » du *Centre de Relations internationales de la Fondation nationale des sciences politiques de Paris*, dirigés par François Chevalier. Les chercheurs qui ont signé les chapitres portant chacun sur un pays en particulier sont connus des lecteurs de la littérature française sur des sujets latino-américains : Jean-Pierre Bernard, Silas Cerqueira, Pierre Gilhodès, Hélène Graillet, Leslie F. Manigat, Hugo Neira. À la lecture de ce « tableau », on se rend compte cependant de la mouvance des choses politiques dans l'hémisphère sud. Des dix pays examinés dans des études qui datent de 1966 et 1967, deux aujourd'hui, en 1971, sont sous régime militaire de droite (Brésil et Argentine), deux sont sous régime militaire de gauche (Bolivie et Pérou), et deux sous dictature (Équateur et Paraguay). Ce qui laisse quatre pays où le jeu des partis politiques conserve encore un certain sens : Chili, Colombie, Uruguay et Venezuela.

C'est peut-être là la plus grande limitation à ce travail. Il a vieilli vite. Ses données gardent évidemment une valeur historique et il faut la plupart du temps les connaître pour comprendre les situations actuelles. Il ne faut cependant pas être dupe et se rappeler, surtout aujourd'hui devant plusieurs situations sud-

américaines, ce que Hélène Graillet dit à propos du Paraguay : «... La présence d'une dictature soutenue par un parti officiel et surtout par l'armée, introduit un élément de distorsion considérable dans la vie politique paraguayenne. Dans cette situation, l'existence de plusieurs partis politiques ne s'explique que par le fait qu'ils donnent une apparence démocratique au régime, sans avoir en rien la possibilité de le remettre en question. Face au pouvoir qu'ils ne peuvent contrôler et encore moins censurer, ils se trouvent dans une situation d'infériorité qui confine à l'inutilité » (p. 269). Il ne faut pas oublier cette remarque importante, surtout dans le cas des six pays sous dictature ou sous régime militaire que nous signalions, il y a un moment.

Une autre limitation de l'ouvrage que signale d'ailleurs un auteur, Silas Cerqueira, pour ce qui a trait au Brésil, mais la remarque est valable pour l'ensemble du « tableau », c'est qu'il s'agit « d'une étude descriptive et quelque peu statique d'un phénomène profondément dynamique ». De plus, comme le déplore le même auteur « l'analyse approfondie du sujet aurait exigé une recherche sur le terrain : à distance, il a été impossible d'étudier la structure interne des partis ».

Malgré cela, le volume regorge d'informations difficiles à trouver, surtout pour le lecteur français, et l'index détaillé permet de trouver rapidement l'explication d'un sigle, la doctrine d'un parti, le rôle d'un politicien. Près d'une trentaine de cartes et graphiques fournissent des synthèses de données intéressantes. Enfin une bibliographie générale et par pays, bien que pas très élaborée, permet de poursuivre les recherches.

Yvan LABELLE

*Sociologie,*  
*Université Laval.*

VACHET, André, *L'Idéologie libérale*, Paris, Éditions Anthropos, 1970, 567p.

Préfacée par Henri Lefebvre, cette thèse se propose dans un langage philosophique de grande limpidité, de faire le procès de l'idéologie libérale d'après sa genèse. Le titre, à ce propos, induira dans l'erreur maints lecteurs éventuels qui croiront volontiers aborder une

somme sur le libéralisme alors que l'auteur s'en tient assez résolument à une analyse de cette idéologie au stade de ses premières formulations. À partir d'une rupture épistémologique qu'il situe au XIII<sup>e</sup> siècle, il tente de dégager les grandes coordonnées de la pensée libérale française et anglaise au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Cette étude fort bien documentée expose, dans un premier volet, trois thèmes : le naturalisme, le rationalisme et l'individualisme qui s'incarnent dans quatre thèses : droit à la liberté, à l'égalité, à la propriété et à la sécurité (ou protection par l'État). L'étude des thèmes et de leurs antécédents offre un approfondissement tel qu'il n'est pas sans faire ombre à celle des thèses, cette dernière, plus conventionnelle et effectivement moins facile à traiter de façon inédite, et comporte quelques jugements un peu hâtifs sans être particulièrement originaux.

Le second volet se présente comme un laboratoire où sont mises à l'épreuve les hypothèses théoriques avancées en première partie. Vachet propose en microcosme une illustration des physiocrates qui nous valent — avec la section sur les thèmes ci-dessus mentionnée — ses meilleures pages. Suit une vision plus globale du libéralisme de l'époque, tournée en particulier sur l'école anglaise. Cette ouverture sur la totalité du mouvement permet à l'auteur de récupérer assez habilement ses prémisses de départ.

Tout au long de l'ouvrage, l'étau se resserre progressivement. L'opération de réduction traque le libéralisme jusque dans ses derniers retranchements : au niveau des thèmes, il se révèle que les contradictions qui le menaçaient se résolvent dans la subordination du naturalisme et du rationalisme à l'individualisme conquérant ; alors qu'au niveau des thèses, la propriété devenue franchement le capital, prend le dessus comme valeur dominante et soumet à sa sujétion la liberté, l'égalité et la sécurité. La fin du XVIII<sup>e</sup> siècle aboutit alors au triomphe de l'individualisme propriétaire.

Parti du principe de la dénaturation, c'est-à-dire, de la scission entre la nature et la morale dès le bas Moyen Âge, l'auteur parvient à la conclusion que la pensée débouche sur la création artificielle de valeurs qui n'ont souvent pour ressort ultime que leur utilité. Suivant cette ligne directrice, certains développements permettent d'opérer des rapprochements judicieux quoique inusités dont, par exemple, Rous-